l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
RÉDACTEUR EN CHEF (1926-27) : VAILLANT-COUTURIER
DIRECTEUR : MARCEL CACHIN Député de Paris

6, boulevard Poissonnière - PARIS-9e

MARDI 26 MARS 1957

Tél : PRO 15-01 et la suite
Abonnements 1 an : 3.600 fr.
6 mois : 2.000. 3 mois : 1.100
C.C.P. Paris 24-18

85e jour de l'année
(Nouvelle série) N° 3907

15 fr.

En page 2 :
Un article d'Eugène HENAFF
TOUS PRÉSENTS AU RENDEZ-VOUS DU LIVRE MARXISTE

Une véritable enquête doit être ouverte sur les circonstances de la mort de Me BOUMENDJEL

dans l'immeuble des parachutistes à ALGER

Il y a deux semaines, on apprenait, d'Alger, que Ben M'Hidi avait été trouvé pendu dans sa cellule. Un communiqué de police n'expliquait pas comment, mains et pieds convenablement attachés par des menottes, il avait pu déchirer sa chemise, tresser un lien et se le passer autour du cou.

Dimanche, on nous apprenait que Me Ali Boumendjel, avocat au barreau d'Alger s'était suicidé en sautant de six étages, d'un immeuble où les parachutistes du général Massu ont installé leur prison particulière.

L'agence « *France Presse* » publie un récit suivant lequel « *Me Boumendjel devait être conduit pour la dernière fois devant un officier de renseignements avant d'être présenté au Parquet* ».

Car depuis le 9 février qu'il était arrêté, Me Boumendjel était toujours « à l'interrogatoire » chez les parachutistes. La justice officielle n'avait aucune nouvelle de lui et ne l'avait pas entendu.

Il y a deux semaines, après quelques « interrogatoires », l'avocat avait été transporté dans un hôpital d'Alger, portant une profonde blessure au cou.

On nous dit aujourd'hui qu'il avait déjà tenté de se suicider. Il avait ensuite été repris par les parachutistes et ramené dans cet immeuble, d'où il ne devait plus ressortir vivant.

Samedi devait avoir lieu un nouvel interrogatoire et le correspondant de l'agence « France Presse » écrit :

« *Précédé d'un sous-officier et suivi par un lieutenant, Me Boumendjel s'engagea sur la terrasse. Presque aussitôt il tenta de se jeter en bas, mais son pied se coinça et il resta couché au bord du terre-plein. Le lieutenant tenta de le relever, mais Me Boumendjel essaya de précipiter l'officier avec lui dans le vide.*

(SUITE PAGE 4)

MARCHÉ COMMUN ET EURATOM SIGNÉS HIER A ROME

ADENAUER : CES TRAITÉS NOUS REMPLISSENT D'ESPOIR

Les États-Unis sont satisfaits le Vatican aussi

HIER après-midi, dans la grande salle du Capitole à Rome, les représentants des six pays de la « Petite Europe » ont apposé leur signature sur les traités de marché commun et d'Euratom.

Seuls les six chefs de gouvernement, Adenauer était présent à cette cérémonie, à laquelle les « européens » ont voulu donner un grand éclat. Cependant, une foule restreinte — un millier de personnes environ — était venue écouter les discours des ministres, retransmis par haut-parleurs sur la place du Capitole.

Le chancelier Adenauer a été le premier à faire son entrée. Marchant lentement, il a pris place solennellement derrière une longue table recouverte d'un tapis écarlate. Il a été suivi de Gaetano Martino, ministre des Affaires étrangères italien, Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères belge, Joseph Luns, ministre des Affaires étrangères hollandais, Joseph Beck, ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, et Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères français.

« Nous sommes ici pour inaugurer une nouvelle ère dans l'histoire des peuples. Nous devons tourner nos regards vers l'avenir et non sur le passé », a proclamé le ministre des Affaires étrangères italien Martino.

(SUITE PAGE 3)

ILS FONT LE MEME SERMENT QUE CLAUDE MARTY

Un instituteur du Nord...

Victor Beauvais (fils de Victorien, abattu par les Allemands en 1943, neveu de René Beauvais, également fusillé), instituteur au Cateau (Nord), marié et père de deux enfants, vient de recevoir sa convocation pour effectuer, à partir du 3 avril, une période militaire.

Se déclarant solidaire de Claude Marty et des autres fils de martyrs, il a déclaré qu'ils ne se présenterait pas.

...et un jeune qui a perdu 64 membres de sa famille à Oradour

Daniel Bois, qui a eu 64 membres de sa famille massacrés à Oradour, et qui doit effectuer son service militaire dans le courant de cette année, vient lui aussi de faire le même serment que Claude Marty et ses camarades : il refuse de servir sous les ordres de Speidel.

Reprise du débat de politique générale à l'Assemblée

INDÉPENDANTS ET M.R.P. PRÉCISENT A GUY MOLLET LE PRIX D'UN SURSIS

LE débat de politique générale repart ce matin pour sa phase finale. Quatre orateurs restent encore inscrits sur le chapitre algérien. On abordera ensuite la politique étrangère du gouvernement, quatrième et dernier sujet de discussion.

Maurice Krieger-Vairimont présentera à la tribune les observations du groupe communiste sur ce point. La discussion s'ouvre au lendemain de la signature à Rome des traités du Marché commun et d'Euratom. S'il fut un temps où d'certaines initiatives internationales du gouvernement pouvaient provoquer la fureur des réactionnaires par ailleurs satisfaits de l'action gouvernementale en Algérie, aujourd'hui, après l'ouverture de

Georges BOUVARD.

(SUITE PAGE 4)

Grande-Bretagne

LES GREVES SE POURSUIVENT

sur les chantiers navals et dans la métallurgie

Les 20.000 grévistes des chantiers navals de Belfast tiennent un meeting au centre de la ville.

LES grèves commencées samedi dernier par un million d'ouvriers des industries mécaniques, et voici dix jours par 200.000 travailleurs des chantiers navals, se poursuivent en Grande-Bretagne. Tous les chantiers de constructions navales ainsi que dix centres parmi les plus importants de l'aéronautique et des machines-outils sont paralysés. Les grévistes rassemblés devant leurs usines sont tenus au courant des résultats des pourparlers entrepris avec les patrons. Hier soir, les délégués ouvriers et les représentants patronaux se sont séparés sans qu'aucun accord soit intervenu, malgré les déclarations optimistes du ministre du Travail qui avait parlé d'une entente possible dans les chantiers navals.

Les travailleurs demandent une augmentation de 10 % de leurs salaires, cependant que les patrons proposent maintenant 3 à 5 % et demandent aux syndicats de soutenir l'augmentation de la productivité.

Le patronat britannique est pourtant prospère. Dans les chantiers navals, les armateurs sont assurés de plusieurs milliards de profits dans les années qui viennent. Il en va de même pour l'industrie métallurgique.

Si les patrons persistent dans leur intransigeance, le mouvement de grève gagnera « en boule de neige » l'ensemble du pays et 2.500.000 ouvriers métallurgistes se mettront en grève dès le 6 avril.

LA "MAISON NOUVELLE"

PENDANT longtemps, *l'Humanité* et les autres journaux et publications communistes ont été les seuls, en France, à faire la lumière sur certaines méthodes criminelles de la répression en Algérie. Le gouvernement s'est acharné sur notre presse, multipliant les saisies et les poursuites. Il a institué une censure de fait, plus perfide que la censure officielle, en ce sens qu'elle est imprévisible et qu'elle oblige parfois à dire à demi-mot ce que le cœur et la raison commandent de crier avec indignation.

Cependant, peu à peu, d'autres voix se sont jointes aux nôtres pour dénoncer l'affreux scandale où le nom de la France est compromis.

Les protestations contre la torture, contre l'arbitraire, contre les illégalités s'élèvent maintenant de toutes parts. C'est en vain que le gouvernement nie l'évidence ou la fait nier, misérablement, par des journalistes sans honneur ou des parlementaires tremblants. Les faits s'accumulent, précis, cruels, bouleversants. Hier encore, on a pris connaissance à Paris d'une série de témoignages de jeunes rappelés, catholiques pour la plupart, sur les horreurs policières dont ils ont été les témoins.

Le dossier a été remis au président de la République.

Voici seulement quelques lignes de la « table des matières » de cet acte d'accusation : « J'ai d'abord cru que c'étaient les chacals... mais c'était le gosse que l'on torturait. » « Il faut apprendre à tuer, vous êtes ici pour ça... » « Des Oradour, nous en faisons tous les jours. » « Je ne puis croire ce que je vois », etc., etc.

☆

ON voudrait ne pas le croire, en effet. On voudrait pouvoir se dire qu'il est impossible que des Français se soient avilis jusqu'à rivaliser avec la Gestapo, avec les SS

Hélas !...

Une commission d'enquête parlementaire dont les communistes avaient été exclus a maladroitement tenté, il y a quelques jours, de blanchir certains tortionnaires d'Algérie. Malgré sa bonne volonté, elle n'y est pas parvenue. Un de ses membres, un médecin, a refusé de s'associer aux conclusions de ses collègues, lesquels n'ont guère fait que constater — ce que l'on savait déjà — que la torture « moderne », la torture « scientifique », ne laisse que peu de traces, quand elle ne tue pas...

☆

VOILA donc où nous en sommes. Sous un gouvernement à direction socialiste, la radio nous annonce un soir incidemment que l'avocat algérien Boumendjel, détenu depuis des semaines par les parachutistes, a réussi à se « suicider ».

Alors que Lacoste venait d'affirmer à la tribune de l'Assemblée nationale qu'il n'était vu « assigner une résidence »...

Comment ne pas penser à Brossolette, au résistant socialiste Brossolette, contraint de chercher dans la mort un refuge contre ses bourreaux !

Mais quelle tragédie que des camarades de parti de Brossolette en soient à couvrir de leur autorité politique des « interrogatoires » comme ceux qu'Ali Boumendjel dut subir, avant sa fin suspecte !

Quelle tragédie et quelle lumière sur la véritable nature de cette guerre que l'on prétend mener au nom de la France et que l'on nous présente comme un prélude à la négociation !

☆

NON. Une guerre juste ne se mène pas ainsi. Elle n'a pas besoin d'être menée ainsi pour être victorieuse.

Cette fureur est celle de la rage impuissante au service d'une mauvaise cause. En s'y abandonnant le gouvernement démontre qu'il est moins soucieux de préparer le règlement politique de l'affaire algérienne — le seul possible — que de mériter les faveurs d'une droite colonialiste dont les voix lui sont nécessaires pour se maintenir.

Le beau succès en vérité que d'avoir été le plus « long » cabinet de la IVe République si ce record n'a pu être enlevé que par la trahison délibérée des promesses faites aux électeurs, et par le mépris des intérêts durables de la France !

Car c'est mépriser l'intérêt durable de la France que de dresser entre elle et l'Algérie ces fantômes crucifiés, ces morts dont le sang appelle le sang, ces échafaudages de mensonges noirs.

C'est mépriser l'intérêt durable de la France que de permettre à d'autres — les Nixon, les Irving Brown — qui ne valent pas mieux que nos pires colonialistes, de se présenter en défenseurs de la liberté et de l'indépendance algérienne...

Et c'est faire injure au bon sens le plus ordinaire, que de prétendre, comme *Le Populaire*, que c'est ainsi que se bâtit en Algérie « la « maison nouvelle » où Français et Algériens vivront réconciliés !

Belle maison en vérité, radieuse maison où ne manquent ni l'électricité ni les baignoires, ni les terrasses pour une dernière promenade accompagnée...

Pierre COURTADE.

Groupe communiste à l'Assemblée nationale

Réunion du groupe cet après-midi à 14 heures, salle Colbert.

Yougoslavie :

La délégation du Comité Central du Parti Communiste Français a quitté Zagreb pour Rijeka

Sur notre photo (*de gauche à droite*), au cours d'une récente réception, les camarades François Billoux, Alexandre Rankovitch, vice-président du Conseil exécutif fédéral, secrétaire de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, Waldeck Rochet, Bojovitch, secrétaire de la Commission internationale du C.C., Raymond Guyot et Edouard Kardelj, vice-président du Conseil exécutif fédéral, secrétaire de la Ligue des Communistes.

(Lire en page 3 l'article de notre correspondant permanent à Belgrade, Marcel VEYRIER.)

LE DIRECTEUR DE LA S.N.E.C.M.A. EXPLIQUE COMMENT

L'ALLEMAGNE MET LA MAIN SUR L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE

ET IL S'EN FELICITE

L'AN dernier, M. Glasser qui, avec M. Henri Deabrueres président directeur général de la S.N.E.C.M.A. (Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Avions), participe à la direction de l'Union internationale aéronautique, déclarait à la Foire industriele de Berlin-Ouest :

« *La France est prête à coopérer en pleine confiance avec l'Allemagne. Il est traisemblable que dans certains milieux industriels on craindra que cette offre n'ait pour but que de maintenir la supériorité de l'industrie aéronautique française sur celle de l'Allemagne.*

Jean MEROT.

(SUITE PAGE 5)

A peine le lock-out levé

REPRISE DE L'ACTION REVENDICATIVE A DUNKERQUE

où les C.R.S. ont dû quitter la ville

(Voir en page 5 l'article de notre envoyé spécial **Roger LE BRIQUIR**)

KUTS sera CE SOIR PARISIEN

Il participera dimanche à Vincennes avec l'équipe soviétique au CROSS DE l'Humanité

(Voir page 7)

Que se passe-t-il ?

DEVALUATION ?

La revue mensuelle américaine « Fortune », dans son numéro d'avril mis en vente hier, écrit « qu'une dévaluation du franc interviendra avant que douze mois se soient écoulés ».

FACULTE DES LETTRES

Les cours et travaux de la Faculté des Lettres de Paris seront suspendus aujourd'hui et demain. Les professeurs sont en grève. (Page 5.)

GREVE DES ETUDIANTS

L'Union nationale des Etudiants de France et l'Union des grandes écoles appellent les étudiants à faire grève demain. Les fédérations parisiennes demandent aux étudiants de se grouper à 17 heures dans la cour de la Sorbonne. (Page 4.)

EMIGRES

Le congrès du Comité de défense des émigrés s'est tenu dimanche à Paris. (Page 4.)

ENCORE UNE AUGMENTATION DES LOYERS ?

Les propriétaires de la région parisienne réclament une nouvelle revalorisation des loyers. (Page 4.)

VIN DES ROCHERS

Ne dis pas que Rochers est le meilleur du monde,
Bien qu'à le prouver plus d'une phrase abonde.
J'ai dit qu'il est très bon. A vous le premier pas,
Et choisissez sans plus le velours d'estomac.

SEPT REINES PAR JOUR

LES chiffres dansent aux yeux des gens. La paye se compte en billets de mille et ce qu'il en reste, le 25, en pièces de cent francs. A combien se sont élevées les dépenses militaires de la France, en 1956, sous le règne de Mollet ? A des milliards. Un milliard, qu'est-ce que c'est ? Pour M. Boussac, un souffle, un rien. Pour la plupart des Français, c'est... heu... beaucoup de zéros... Combien ? Attendez que je calcule... trois... six... neuf... zéros, dites un « un » devant. Un million, cela se conçoit déjà mieux. Deux cents millions, cela n'est pas encore tout à fait inimaginable...

— Vous pensez, avec tout le mal qu'on a à joindre les deux bouts, ce voyage de la reine d'Angleterre, deux cents millions que ce nous coûte !

ON entend cette réflexion dans toutes les crémeries, chez tous les bouchers. Je voudrais que nous expliquions aux ménagères que premièrement elles ont raison de dire « que ça nous coûte », tu que les recettes de Ramadier sont essentiellement faites de taxes à la consommation, payées par elles; deuxièmement qu'elles ont raison de regretter leurs deux cents millions, et troisièmement que la guerre d'Algérie coûte chaque jour sept fois autant que la visite de la reine d'Angleterre. C'est-à-dire que si pendant un mois la guerre était suspendue, nous pourrions, sans que cela nous coûte un sou, recevoir pendant quatre jours, au cours de ce mois-là, 220 souveraines, 227 si le mois a 31 jours. Les reines mangueraient ? Soignons bons princes, c'est le cas de le dire, et admettons, pour le même prix, un président. On compte, au grand maximum, 100 nations dans le monde. La suspension de la guerre d'Algérie permettrait de recevoir le président de chaque république des deux continents et la reine d'Angleterre, chaque reine et son prince, chaque roi et sa reine une fois tous les 15 jours. Quelle foule ! quelle fête !

Mais on pourrait s'y prendre autrement : avec le prix d'un seul jour de la guerre d'Algérie, nous pourrions recevoir sept fois la reine d'Angleterre qui passera quatre jours en France, donc, grosso modo, il suffirait de cesser la guerre pour que nous puissions offrir des banquets et des galas tous les mois à toutes familles royales. Ou pour que, tout en économisant 30 milliards par mois, nous recevions, Elizabeth, Philip, tous et moi, dans des têtes inintéressantes, à raison de deux fois d'artifice par semaine et de tas de bals, ballets et balades. La reine ne retournerait plus à Londres — les Anglais s'y feraient — regardes les Français, voilà 109 ans qu'ils s'en passent ! — et nous passerions notre vie sur les bords de la Seine, à regarder passer les bateaux illuminés et à montrer à nos enfants ce qui distingue les hussards de la Garde du zouave de l'Alma.

MAIS cessons de plaisanter. Arrêtez-vous calculé, voisine qui dites ce matin que cette réception « nous coûte cher », que la guerre vous coûte quatre fois plus cher qu'une réception qui durerait du tapis jusqu'à la Saint-Sylvestre ? Certes, la guerre terminée, il faudrait lutter encore pour empêcher certains de s'approprier ces milliards, pour contraindre l'Etat à les utiliser, non pas à des fêtes royales, mais à construire, à faire œuvre utile à tous. Mais c'est un fait que ces sommes astronomiques sont aujourd'hui dévorées stupidement, sans autre résultat que de rendre chaque jour plus difficile l'amitié des deux peuples : algérien et français.

Or, si ces milliards ne s'envolaient plus, cela voudrait dire aussi qu'on aurait enfin cessé de mourir et de tuer, en Algérie.

André WURMSER.